

# GROUPEMENT DE CABINETS

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
A.R.M.P

Autorité de Régulation  
des Marchés Publics

## *CABINET BEMF/For Africa*

(EXPERTISE PASSATION DES MARCHES PUBLICS)

Sis au Point E (Rue de THIES x DIOURBEL)

DAKAR.

Tel : 00 (221) 33.824.49.13

E-mail : [bemfall@yahoo.fr](mailto:bemfall@yahoo.fr)

BP: 1176/R.P.

## *CABINET G.T.I*

(EXPERTISE COMPTABLE)

Sis à V.D.N x Liberté 6 Extension

N°88-Cité J.C.L. DAKAR

Tel : 00 (221) 33.867.56.55

E-mail : [gti\\_expertises@hotmail.com](mailto:gti_expertises@hotmail.com)

B.P: 21711 Dakar Ponty

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA GESTION 2011**

**(GROUPE IV)**

**RAPPORT DEFINITIF**

**AGENCE POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS**

**ASEPEX**

**MAI 2013**

## **SOMMAIRE**

### **0 - ABREVIATIONS ET SIGLES**

### **CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION**

#### **1.1. - DEROULEMENT DE LA MISSION**

##### **1.1.1 - Contexte**

##### **1.1.2 - Modalités d'intervention**

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

1.1.2.3- Support informatique

#### **1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS**

#### **1.3 - CONSTATS D'AUDIT**

1.3.1- Echantillons

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

1.3.4- Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

#### **1.4 SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION**

### **CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT**

#### **2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)**

#### **2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE**

#### **2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT**

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

#### **2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT**

##### **2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation**

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

##### **2.4.2- Echantillon pour l'audit technique**

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

## **CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES**

### **3.1- RAPPELS SOMMAIRES**

3.1.1- Réglementation en vigueur

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

### **3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS**

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

#### **3.2.2- Exercice des Contrôles**

3.2.2.1- Rappels succincts

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

3.2.2.3- Fonctionnement des C.S.C.M

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

#### **3.2.3- Quid de le Régulation ?**

## **CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES**

### **4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION**

#### **4.1.1- Constats de carence documentaire**

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

#### **4.1.2- Identification de fractionnements potentiels**

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

## **4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

### **4.2.1- DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (D.A.O)**

4.2.1.1- Rappels succincts

4.2.1.2- Constats spécifiques

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

### **4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)**

4.2.2.1- Rappels succincts

4.2.2.2- Constats spécifiques

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

### **4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS**

4.2.3.1- Rappels succincts

4.2.3.2- Constats spécifiques

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

### **4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES**

4.2.4.1- Rappels succincts

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

### **4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE**

4.2.5.1- Rappels succincts

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

### **4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES**

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

### **4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE**

#### **4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier**

4.3.1.1- Concernant les engagements

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

#### **4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière**

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de mandatement des prestations contractuelles

### **4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

4.4.1- Concernant les travaux routiers

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

## **CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION**

### **5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES**

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

### **5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES**

5.2.1- Concernant le fractionnement

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

**CHAPITRE VI - DOCUMENTS ANNEXES (MARCHES AUDITES / POINTS DE VERIFICATION)****0 – LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES**

<b>AOO</b>	Appel d’Offres Ouvert
<b>ARMP</b>	Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>ASEPEX</b>	Agence pour la Promotion des Exportations
<b>BTP</b>	Bâtiment et Travaux Publics
<b>CM</b>	Commission des Marchés
<b>CMP</b>	Code des Marchés Publics
<b>CNQCE</b>	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
<b>CPM</b>	Cellule de Passation des Marchés
<b>DAC</b>	Dossier d’Appel à la Concurrence
<b>DAF</b>	Direction Administrative et Financière
<b>DAGE</b>	Direction de l’Administration Générale et de l’Equipement
<b>DAO</b>	Dossier d’Appel d’Offres
<b>DASP</b>	Direction d’Appui au Secteur Privé
<b>DCMP</b>	Direction Centrale des Marchés Publics
<b>DP</b>	Demande de Proposition
<b>DRP</b>	Demande de Renseignements et de Prix
<b>ED</b>	Entente Directe
<b>HT</b>	Hors Taxes
<b>MEF</b>	Ministère de l’Economie et des Finances

**NCMP** Nouveau Code des Marchés Publics

**PM** Premier Ministre

**PPM** Plan de Passation des Marchés

**PV** Procès Verbal

**RAPEV** Rapport d’Evaluation

**TTC** Toutes Taxes Comprises

**HTT** Hors Toutes Taxes

**DDP** Droits de Douanes Payés

**UEMOA** Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

### 1.1 DEROULEMENT DE LA MISSION

#### 1.1.1 - Contexte

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues a posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que Cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (**depuis l'exercice 2008**). Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- ✓ **Les Etablissements Hospitaliers** qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui a finalement entraîné des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- ✓ **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés **Versus** taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc). Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».



Le consultant compte, pour l'audit 2011, apporter une **valeur ajoutée substantielle** que l'on peut résumer sommairement comme suit :

- **Une diversification satisfaisante des marchés** à auditer, en fonction de leur nature, de leur mode de passation ou de leur caractère dérogatoire ou non sur la base d'un échantillon très représentatif.
- **Des observations pertinentes corrélées à des recommandations pointues** (accompagnées de leurs modalités de mise en œuvre) à l'issue **d'une démarche innovante**, à savoir :
  - **Les rapports spécifiques d'ingénieurs spécialisés** notamment dans des marchés de travaux, d'équipements spéciaux (**Agronomes, Vétérinaires, Informaticiens, Biomédicaux, Pharmaciens, etc.**)
  - **Les contributions techniques substantielles** d'experts de « domaines » ciblés et identifiés lors de la mission proprement dite face à des Autorités Contractantes à activités spécifiques ou sectorielles telles que : **les hôpitaux et structures médicales, les projets d'agriculture et d'hydraulique, les projets de routes et d'infrastructures diverses.**

Les experts choisis pour cette tâche seront **des spécialistes de très haut niveau** dans leurs domaines de compétences respectives à quoi s'ajoutent des **compétences complémentaires avérées en matière de passation des marchés**

### **1.1.2- Modalités d'intervention**

#### **1.1.2.1- Audit des procédures de passation**

Tous les marchés retenus, dans le cadre de la présente revue, ont fait l'objet de vérifications détaillées sur la base des canevas fournis dans les TDR. Les points de vérification concernent toutes les étapes de la procédure de passation des marchés publics (**allant de l'avis d'appel d'offres ou lettre de consultation pour AOR ou DRP jusqu'à l'attribution définitive**).

Des points de contrôle supplémentaires ont été ajoutés, en cas de besoin, à l'initiative justifiée du consultant afin de déceler tous les points de non-conformités au code.

Le nombre de consultations étant très réduit à savoir : **10 DRP seulement**, la revue de conformité a porté sur tous les marchés, conformément au TDR de la mission

### **1.1.2.2- Audit de l'exécution physique**

#### **SANS OBJET**

### **1.1.2.3- Support informatique**

Tous les travaux de revue sont **consignés électroniquement sur des clés USB** comprenant pour chaque marché audité :

- . Une fiche de description narrative de l'ensemble de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Un canevas des points de vérification des différentes étapes de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Une fiche synoptique qui fait la synthèse de la procédure de passation (**sur EXCELL**)

## **1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS**

L'Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations (ASEPEX) a été créée par décret n° 2005-108 du 15 février 2005, et elle a pour mission globale de favoriser le développement continu et durable des exportations sénégalaises. Cette mission transversale couvre l'ensemble des secteurs économiques ayant un potentiel de marché au niveau international, tel que formulé dans la Stratégie de Développement des Exportations (STRADEX) et dans la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA).

L'ASEPEX a pour vocation d'être une plateforme intégrée de services techniques informationnels et financiers en faveur des exportations et de leurs associations professionnelles. Elle vise à améliorer l'environnement des exportations.

Dans cette perspective, l'impact global attendu à moyen et long terme est la génération d'une capacité exportatrice et une amélioration tendancielle des exportations dans les statistiques du commerce extérieur grâce à la production d'une offre exportable diversifiée, compétitive et attractive et au renforcement de l'intégration du Sénégal dans l'économie régionale et internationale.

L'ASEPEX offre des services liés à l'information économique et commerciale utiles aux opérateurs dans leur prise de décision. Elle leur fournit aussi une assistance technique par

l'organisation régulière de formations dédiées aux opérateurs et portant sur les meilleures pratiques en termes de commerce international.

Ces services offerts par l'Agence sont en rapport avec les exigences et les conditions d'accès aux marchés d'exportation, la qualité des produits, stratégie et le marketing export, les techniques de prospection commerciale.

### 1.3- CONSTATS D'AUDIT

#### 1.3.1 – Echantillonnage

Nous avons établi le **tableau ci-après largement commenté dans le chapitre 2 à venir** et comprenant des graphiques assez illustratifs des taux de couverture atteints pour les marchés, objet de la présente revue.

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Appel d'Offres Ouvert (AOO)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Appel d'Offres Restreint (AOR)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Entente directe</b>	-	-	-	-	-	-
<b>DRP</b>	10	43.340.676	10	43.340.676	100,00	100,00
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	43.340.676	<b>10</b>	43.340.676		

### **1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés**

- Aucune lettre d'invitation n'a été mise à notre disposition, ce qui a pour conséquence de ne pas nous permettre de déterminer ni le délai de réponse accordée aux soumissionnaires, ni les conditions exigées par le dossier de consultation.
- Les documents relatifs à la date de dépôt des offres et le délai de préparation des offres ne nous ont pas été communiqués.
- Le dossier de passation des marchés ne comporte pas les informations relatives à la notification de la sélection à l'attributaire et à l'information des candidats non retenus.

### **1.3.3 - Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés**

Nécessité de se conformer aux dispositions de l'article 6 du NCMP en veillant à une bonne planification des activités lors de la mise en œuvre de la procédure budgétaire pour une bonne alimentation du PPM ;

Besoin d'améliorer le degré de formalisation des procédures de réception, d'évaluation des offres et d'attribution des marchés par la rédaction de procès verbaux en bonne et due forme à chacune des étapes de la sélection des fournisseurs. Dérouler les différentes étapes de la passation des marchés dans des délais qui permettront éventuellement aux soumissionnaires de compléter des dossiers administratifs manquants ou de fournir toute information additionnelle requise et qui n'est pas une cause d'élimination à l'ouverture des plis ;

Les documents de suivi de l'exécution du marché en particulier le procès verbal de réception doivent figurer dans le dossier.

### **1.3.4 - Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'exécution financière des marchés de l'ASEPEX passés au titre de la gestion 2011.

## **1.4 -- SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION**

**1.4.1 - Concernant la préparation des dossiers d'appels d'offres :**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur les dossiers d'appel d'offres des marchés de l'ASEPEX passés au titre de la gestion 2011.

**1.4.2 - Concernant les aspects liés à l'exécution financière des marchés**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'exécution financière des marchés de l'ASEPEX passés au titre de la gestion 2011.

**CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT****2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)****a)Rappel des Objectifs de la Mission**

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues à posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

**b) La Conception des Services (Problèmes à résoudre)**

Au-delà des vérifications récurrentes sur les causes d'anomalies et de non-conformités décelées habituellement sur les procédures de passation des marchés, il est désormais, impérieux **de comprendre et d'expliquer**, à l'issue des missions d'Audit, ce qui suit :

- Les longs délais observés et dénoncés par toutes les A.C sur le processus de contrôle à priori effectué par la DCMP sur les marchés atteignant les seuils de contrôle.
- Le nombre important des D.R.P (en montant et en volume) malgré les observations relevées par les Audits précédents notamment sur les aspects liés au fractionnement, à la Collusion des Prestataires et au renchérissement relatif des prix des marchés. A quoi, s'ajoutent les abus relatifs aux défauts de publicité, de transparence, d'informations et d'équité dans la procédure de candidature.
- Les causes (justifiées ou non justifiées) des marchés par Entente Directe avec l'apparition récente (dans la dernière version du code) de la **notion d'urgence simple** face à celle ancienne **d'urgence impérieuse**.

En plus, il est devenu urgent de s'interroger sur la question de savoir si, **en matière de sécurité et sécurité-défense**, les motifs évoqués doivent-ils relever davantage de l'A.C (Présidence, Forces Armées, Intérieur) ou de la nature de la commande (Confidentialité ou relevant de la sécurité nationale) ou des deux à la fois.

## 2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Le Consultant, en vue de l'atteinte des objectifs spécifiques de la mission, va adopter une démarche innovante afin de résoudre les problèmes nouvellement identifiés dans les missions d'Audit. Ainsi, la méthodologie va s'articuler comme suit :

**a) Prise de contacts**, dès signature du Contrat et réception des lettres d'introduction signées par l'ARMP, avec les P.R.M des A.C du Groupe concerné grâce à l'accompagnement et à la facilitation de l'Expert de l'ARMP désigné à cet effet.

**b) Calage des Réunions de prises de contacts** de la mission auprès de chaque A.C et finalisation d'un Chronogramme précis des activités sur la base du Plan de travail inclus dans le présent rapport.

c) **Dépôt à J+10 du rapport préliminaire d'orientation** méthodologique de la mission de l'ARMP qui fera l'objet d'une validation par le client.

d) **Recherche documentaire** et investigations diverses auprès des A.C afin de recueillir, de façon exhaustive, les données nécessaires au déroulement de la mission (**ces données devant être confrontées avec celles obtenues auprès de la DCMP et du Portail des Marchés Publics**). Il s'agit de :

- Plans de Passation des Marchés (de la 1<sup>ère</sup> à la dernière version existante) pour chaque A.C ainsi que les copies des AGPM.
- Les Etats d'exécution budgétaire.
- Les Balances auxiliaires des Comptes fournisseurs.
- Les Extraits de grands livres.
- Les Arrêtés (ou Décisions) de Nomination des Membres de la C.P.M et de la C.M pour l'année à Auditer (2011).
- La charte d'Ethique et de transparence **signée dûment** par les membres de la C.P.M et de la C.M (Exercice 2011).
- Le système (et les locaux) d'archivage et de classement des contrats et marchés.
- L'organigramme de la structure, de l'A.C

## 2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

### 2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

**Vérification d'Amont en Aval** de la conformité et de la régularité de l'ensemble des procédures de passation pour les Marchés définitivement retenus sur l'échantillon pour chaque A.C.

Cette étape passe, nécessairement par **l'utilisation stricte des tableaux-types inclus dans les TDR (Annexes 2 à 8)** que le **consultant prévoit d'améliorer, au besoin qualitativement**, notamment en ajoutant **des points de vérification additionnels**, comme suit :



**EXEMPLES**, à titre d'illustration (**que le Consultant compte introduire en plus**).

#### **EXEMPLE 1- ANNEXE 2 : A.O.O**

Les points de vérification **additionnels à prévoir** seraient :

- ✚ L'A.O.O est-il National ou International ?
- ✚ L'A.O.O est-il sans pré-qualification, avec pré-qualification ou en 2 étapes ?

#### **EXEMPLE 2- ANNEXE 3 : A.O.R**

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Description de la Procédure d'autorisation de l'A.O.R par la DCMP ?
- ✚ Les motifs évoqués : Urgence simple ? Urgence Impérieuse ?

#### **EXEMPLE 3- ANNEXE 4 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le choix de la méthode de sélection est-il judicieux ?
- ✚ Le score minimum et le système de pondération sont-ils objectifs ?

#### **EXEMPLE 4- ANNEXE 5 : D.R.P**

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le degré de probabilité des cas de **collusion et surtout leur récurrence par rapport à l'année N-1**
- ✚ Les cas de simulacre de concurrence (Montants des devis ou factures « Pro-forma » en progression arithmétique / géométrique pour la couverture d'un attributaire choisi d'avance).

**EXEMPLE 5- ANNEXE 6 : ENTENTE DIRECTE**

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les Rapports annuels requis pour les Marchés par E.D sont-ils faits régulièrement ?
- ✚ La mesure du taux de régression des marchés passés par E.D
- ✚ Les marchés par E.D comportent-ils systématiquement la clause de vérification à posteriori des prix de revient du titulaire.
- ✚ Le degré d'amélioration des motifs de rejet ou d'acceptation par la DCMP pour les marchés E.D (soumis à leur autorisation), si l'on tient compte des nécessités de justifications formulées en fonction de la nature des A.C

**EXEMPLE 6- ANNEXE 7 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES**

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ L'identification du nombre de révisions des PPM
- ✚ Les justifications des révisions de PPM (du fait d'ajustements budgétaires, de nouveaux financements, de changement de modes de passation imposé ou non par la DCMP).

**EXEMPLE 7- ANNEXE 8 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les vérifications de signature ou non de la charte d'éthique et de transparence par les membres de la CPM et de la CM.
- ✚ Le respect ou non des délais règlementaires de convocation des Membres de la C.M.
- ✚ La régularité des Procès Verbaux élaborés par la C.M
- ✚ La remise systématique des P.V d'ouverture des plis aux Candidats à titre d'informations.

**Identification des facteurs récurrents de non-conformité** au Code des Marchés Publics, des anomalies majeures constatées, **en tenant compte de la nature de la présente mission et de son degré d'encadrement** ainsi que **des recommandations issues des Audits précédents mais non respectées (notamment par comparaison avec l'exercice N-1)** avec une démarche d'établissement de données statistiques pertinentes (analyse comparative ou différentielle selon l'approche descriptive).

**Cela favorisera une meilleure reformulation des nouvelles recommandations de la mission et d'en tirer des éléments substantiels de formation continue et de renforcement des capacités des Acteurs de la commande publique.**

**Elaboration de rapports individuels pour chaque Autorité Contractante** en mettant en exergue (conformément aux normes d'Audit international) ce qui suit :

- **Une opinion sur les procédures de passation** consécutivement à une appréciation globale (y/c note chiffrée) indiquant les violations éventuelles à la réglementation, les anomalies et points de non-conformité identifiées sur les procédures de passation et d'exécution des marchés.
- **Les recommandations pertinentes** pour le futur, dans une logique de :  
**Zéro recours, zéro plainte, zéro anomalie ou non - conformité au code.**

L'ensemble des recommandations sera formulé comme suit :

- Indications claires et précises notamment sur **les marchés où ont été décelés des indices de fraudes ou de corruption** (exploitables par l'ARMP, la Cour des comptes ou l'I.G.E en cas de nécessité).
- Déclinaisons possibles en modules ou thèmes de formation en faveur des acteurs de la commande publique dans les P.G.F à venir !

**Organisation de séances de restitution**, au niveau de chaque Autorité Contractante concernée, des rapports provisoires en vue de recueillir des réponses sur les non-conformités et observations diverses émises par les auditeurs de la mission.

**Elaboration de rapports individuels (versions définitives)** pour chaque Autorité Contractante **avec prise en compte des réponses formulées dans les délais impartis par les A.C concernées sur les rapports provisoires** (avec version électronique et nombre d'exemplaires papiers requis, conformément aux TDR).

### **2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés**

Cette disposition prise dans la présente mission d'Audit permet de mieux maîtriser les aspects de contrôle ci-après :

- ✚ La matérialité des dépenses effectuées (Etat d'avancement réel versus décomptes et factures payées aux titulaires).
- ✚ L'état réel des prestations (travaux, équipements, fournitures ou services) en conformité avec les prix, les caractéristiques, le cahier des charges, les prescriptions techniques, etc.
- ✚ La régularité des P.V de réception provisoire, réception partielle, réception technique, réception définitive face aux contraintes des spécifications techniques, des délais requis et des normes spécifiées.
- ✚ Les éléments justificatifs (au plan technique et financier) des avenants ou marchés complémentaires, des ordres de services divers émis par les Autorités Contractantes.

### **2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés**

Concernant cet **Audit d'exécution physique**, l'innovation par rapport aux Audits précédents, c'est d'intégrer dans la mission, des experts spécifiquement orientés au sujet, à savoir :

- **Des ingénieurs de spécialités** avec des profils pointus à identifier sur la base de l'échantillonnage des marchés et de la nature des Autorités Contractantes.
- **Des experts « domaines »** avec des profils spécifiquement adaptés (**identifiés à posteriori**), tenant compte du niveau de complexité des marchés retenus à l'échantillon.

**L'Audit d'exécution physique** va insister davantage sur certains marchés de travaux en développant, au besoin, **grâce aux ingénieurs du Génie civil ou d'autres spécialités à préciser, de véritables rapports d'expertises précisant :**

- La conformité physique des dits travaux aux P.V (de réception provisoire ou définitive) dument élaborés et signés par les Autorités Contractantes.
- La régularité des documents existants confrontés aux constats physiques.
- L'existence et l'état de fonctionnement des ouvrages ou équipements divers.
- La cohérence des quantités prévues versus réalisées et l'adéquation des prix unitaires pratiqués versus les prix du marché concerné.
- La mise à jour ou non des malfaçons, réserves ou anomalies relevées dans les P.V de réception (provisoire, partielle ou définitive).
- Le contrôle systématique des prix de revient dans le cas de marché par entente directe conformément au code.

## 2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

### 2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

**Réalisation d'un échantillon significatif** de marchés à auditer conformément aux TDR avec **des taux de couverture minimum en nombre ou en montant**, définis comme suit (**conformément aux TDR**) :

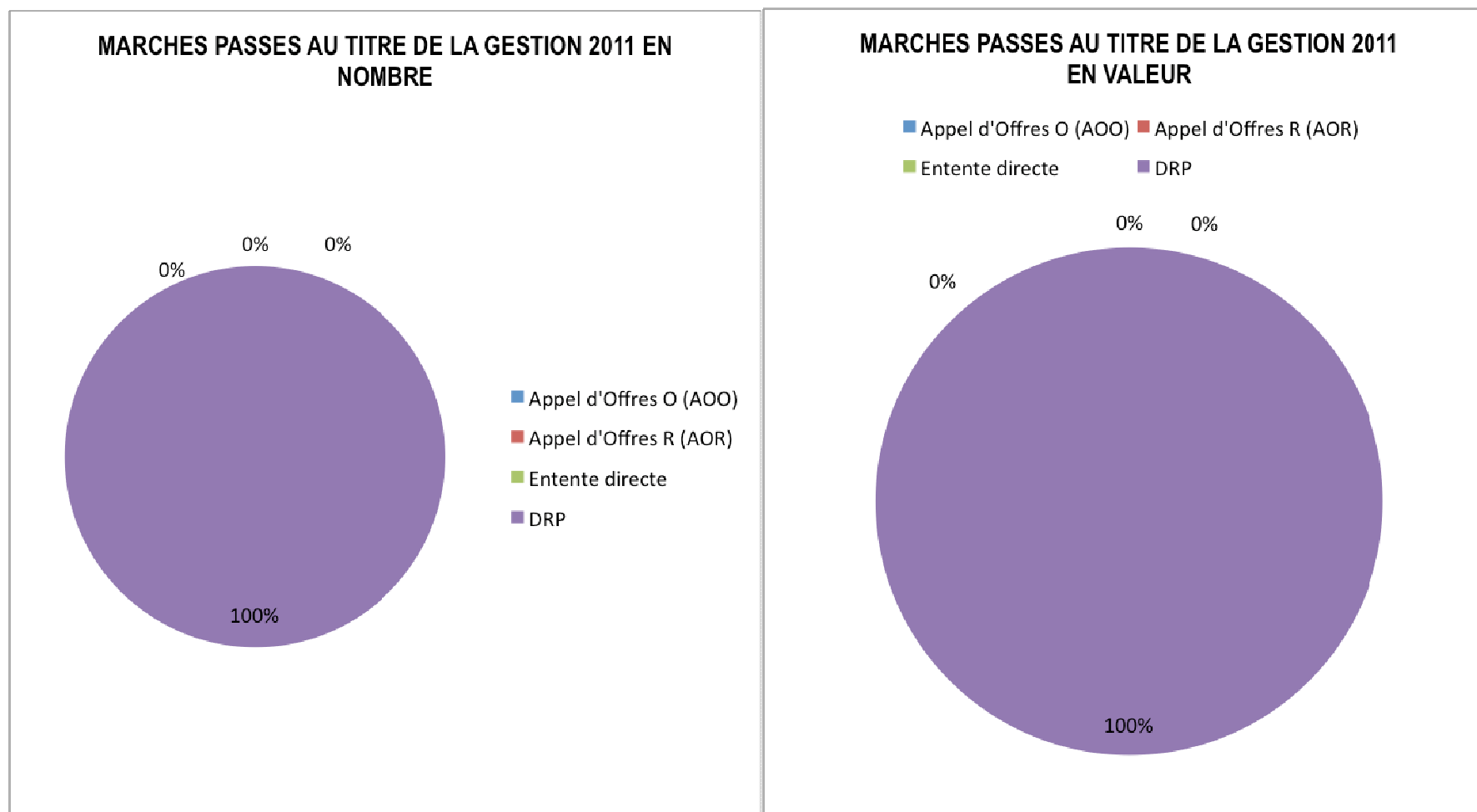
- Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (à l'exclusion des marchés par E.D)..... : **15%.**
- Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des Marchés (à l'exclusion des Marchés par E.D).....: **25%**
- Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P) exprimées soit en Volumes ou en Montants..... : **25%**
- Marchés passés par Entente Directe et **A.O.R**.....: **100%**

**2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon**

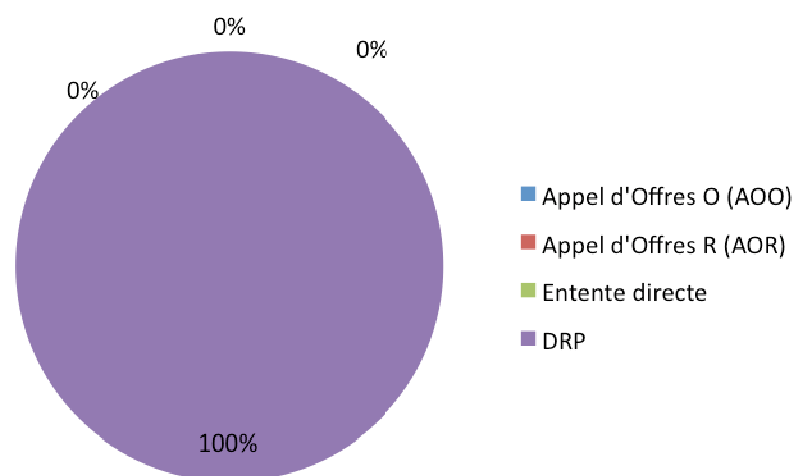
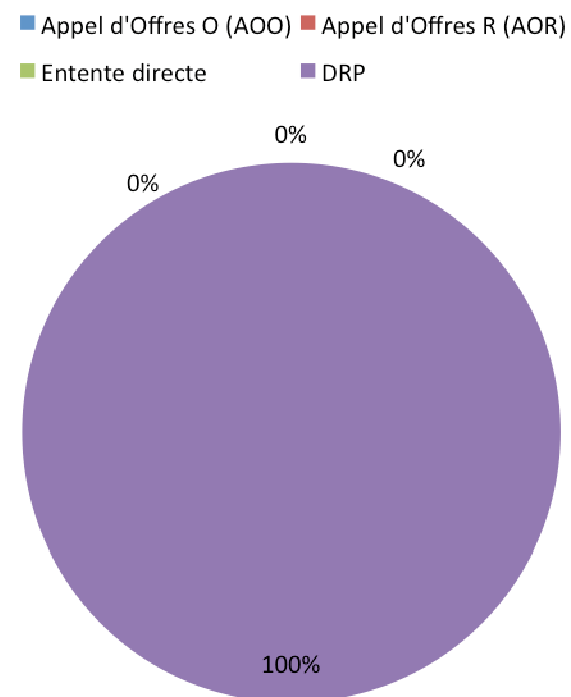
- Chaque Catégorie de marché (évoqué : a, b, c et d) doit comporter un nombre minimum de 10. Sinon, l'ensemble des marchés  $\leq 10$  sera audité.
- Chaque sous-population (par catégorie de marché) sera diversifiée tenant compte, à la fois :
  - **du mode de passation** : A.O.O, A.O.R, A.O avec Pré qualification, A.O en 2 étapes, A.O avec Concours, A.O.N, A.O.I.
  - **de la nature des marchés** : Travaux, Fournitures et Services Courants, Prestations Intellectuelles.

**2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu**

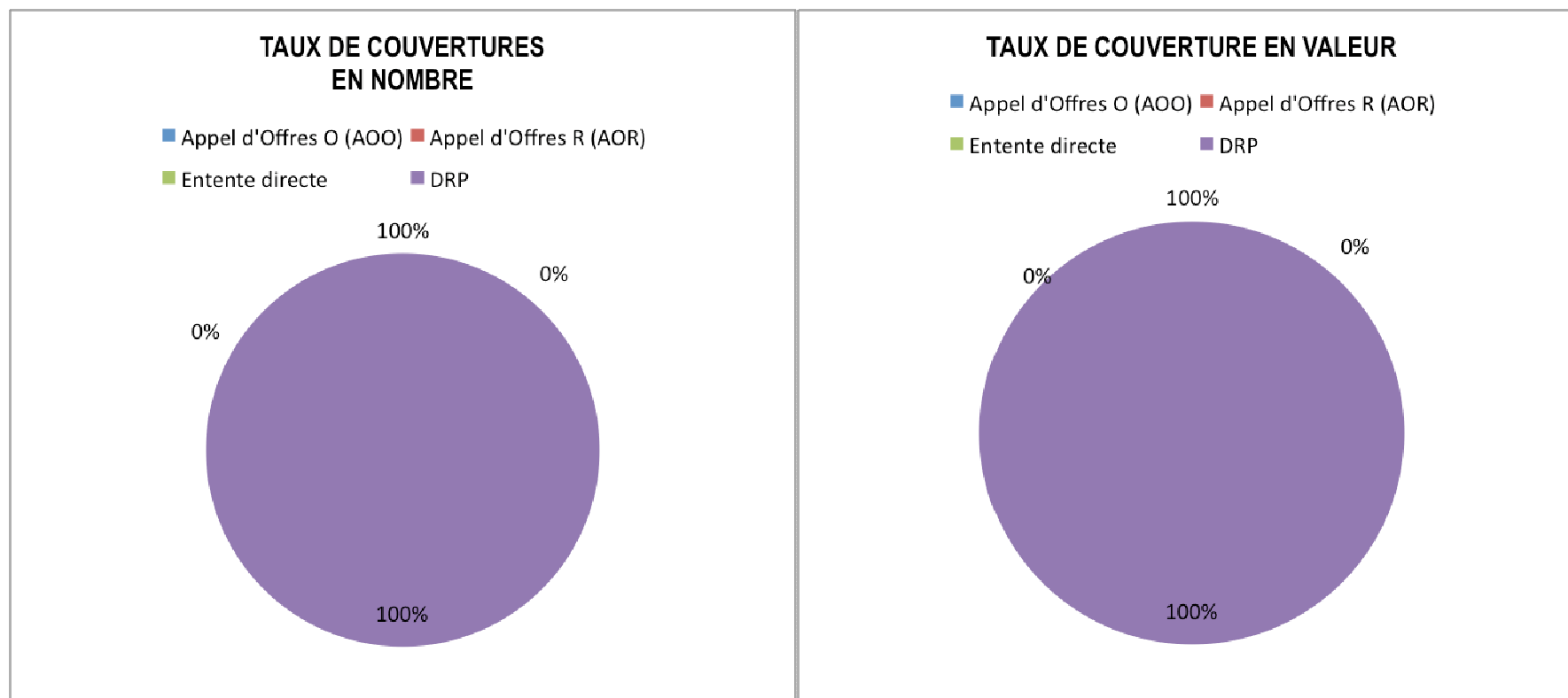
Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	-	-	-	-	-	-
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente directe	-	-	-	-	-	-
DRP	10	43.340.676	10	43.340.676	100,00	100,00
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>43.340.676</b>	<b>10</b>	<b>43.340.676</b>		

**CARTOGRAHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**



**CARTOGRAHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR****MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION 2011  
EN NOMBRE****MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION 2011  
EN VALEUR**

## DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



**L'analyse descriptive de l'échantillon retenu**, permet, sur la base du tableau et des graphiques ci-dessus, de confirmer ce qui suit :

. **Le taux de couverture des marchés examinés dans la présente revue**, s'est manifesté comme suit :

. **D.R.P** (100% en nombre et 100 % en valeur)

. **Le taux moyen pondéré de chaque mode de passation par rapport au volume global des marchés passés**, est calculé comme suit :

. **D.R.P** (100% en nombre et 100% en valeur)

## **2.4.2- Echantillon pour l'audit technique**

### **2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage**

Réalisation d'un second échantillonnage de marchés destinés à l'audit d'exécution physique et qui porte sur **25% des marchés en cours d'exécution ou déjà réalisés durant la gestion concernée et en particulier avec le ciblage des marchés litigieux et de ceux passés par entente directe**

### **2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique**

**SANS OBJET**

## CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

### 3.1- RAPPELS SOMMAIRES

#### 3.1.1- Réglementation en vigueur

L'audit des marchés publics est une disposition impérative du code des marchés publics découlant spécifiquement de l'article 144 du chapitre 3 (**contrôle externe et a posteriori**).

A ce titre, il est judicieux de rappeler **les seuils de passation et de contrôle des marchés** (par nature : travaux, fournitures et services, prestations intellectuelles) applicables à l'ASEPEX, d'une part et **les seuils d'approbation des marchés par les autorités compétentes de l'ASEPEX** d'autre part.

Il s'y ajoute que l'ASEPEX est assujettie aux termes de **l'article 53.1 du code** et aux arrêtés ministériels d'application évoqués ci-après (n°:11 580, 11 583 et 11 584 du Ministres de l'Economie et des Finances en application des articles 138, 111 et 112 du CODE DES MARCHES PUBLICS)

#### 3.1.2- Principes découlant de la réglementation

**TABEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'ASEPEX EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	30	150	40	400	≥ 30	≥25
Prestations Intellectuelles	30	150	40	350	NA	≥35

### 3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

L'ASEPEX est une Agence d'exécution, à ce titre, les conditions d'approbation de ses marchés s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
Montant du marché est inférieur à 50.000.000 F CFA	Directeur Général de l'ASEPEX
Montant du marché est supérieur ou égal à 50.000.000 F CFA et inférieur à 150.000.000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
Montant du marché est supérieur ou égal à 150.000.000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

## 3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

### 3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

L'ASEPEX n'a pas eu recours à la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée. Elle assure l'entière responsabilité de la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution de ses marchés.

#### 3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

L'ASEPEX dispose d'une Cellule de passation des Marchés et d'une Commission des Marchés établies selon les principes édictés par le CMP.

#### a) COMMISSION DES MARCHES

Décision portant nomination des membres de la Commission des Marchés de l'ASEPEX au titre de la gestion 2011 n°028/MCOM-ASEPEX/DAF du 17/01/2011.

**Président :** Monsieur Louis NDIAYE, Directeur administratif et financier

#### Membres Titulaires :

- 1/ Un représentant du Ministre du Commerce
- 2/ Un représentant du contrôle financier
- 3/ Monsieur Papa Youssoupha SARR en service à la Direction administrative et financière
- 4/ Monsieur Ndiassé NGOM en service à la Direction de la Promotion et de l'Intelligence économique et commerciale

#### Membres Suppléants :

1/ Monsieur Doudou FALL en service à la Direction de la Promotion et de l'Intelligence économique et commerciale

2/ Madame SARR Oulimata Fall en service à la Direction de la Promotion et de l'Intelligence économique et commerciale

3/ Membre de la cellule de passation des Marchés au titre de la gestion 2011  
**(Rapporteur)**

## **b) CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

Décision portant nomination des membres de la Cellule de passation des Marchés de l'ASEPEX au titre de la gestion 2011 **n°029/MCOM-ASEPEX/DAF du 17/01/2011.**

**Président** : M. Papa DIENG, Juriste au service de l'Intelligence économique et commerciale

**Membre** : Monsieur El hadji Malick DIOP SECK, Economiste au service de l'Intelligence économique et commerciale

## **c) CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES**

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de M. Papa DIENG du 26/01/ 2011.

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de M. Ndiassé NGOM du 26/01/2011.

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de M. Louis NDIAYE du 25/01/2011.

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de M. Doudou FALL du 25/02/ 2011.

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de Mme Adjaratou Lakhoun GUEYE du 25/01/2011.

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de M. Papa Yousoupha SARR du 25/01/2011

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de Mme Oulimata FALL SARR du 25/01/2011

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. El hadji Malick SECK du 25/01/2011

#### **d) PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

Plan de Passation des marchés de l’ASEPEX pour la Gestion 2011 du 03/02/2011 qui a fait l’objet d’un PPM révisé conformément à l’Additif : **PPM n°00000455/MCOM-ASEPEX/DAF/alg du 08/07/2011.**

#### **e) AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

Avis Général de Passation des Marchés gestion 2011 publié au journal Le Soleil du 29 Janvier 2011.

### **3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence**

#### **RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L’ASEPEX**

<b>Types de marché</b>	<b>Seuils de passation par AO</b>	<b>Seuil de contrôle DCMP sur DAC</b>	<b>Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d’évaluation</b>	<b>Seuil de contrôle DCMP sur Contrat</b>	<b>Garantie de soumission</b>	<b>Garantie de bonne exécution</b>
<b>Travaux</b>	50	250	100	800	≥ 60	≥ 35
<b>Fournitures et Services</b>	30	150	40	400	≥ 30	≥ 25
<b>Prestations Intellectuelles</b>	30	150	40	350	NA	≥ 35

### **3.2.2- Exercice des Contrôles**

#### **3.2.2.1- Rappels succincts**

Le contrôle des marchés publics, conformément **aux articles 139 à 144 inclus du code**, est assuré :

- a) par la DCMP qui est chargée du contrôle a priori de la passation des marchés
- b) par les organes de contrôle interne qui effectuent un contrôle a posteriori à l’initiative de chaque autorité contractante

- c) par l'ARMP qui effectue un contrôle a posteriori au titre des missions annuelles de revue de conformité des procédures de passation des marchés publics, conformément à ses prérogatives institutionnelles.

#### **3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles**

L'article 140 du code précise bien que la DCMP assure un contrôle a priori à toutes les étapes de la procédure de passation des marchés et en fonction des seuils arrêtés par les arrêtés du Premier Ministre et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

#### **3.2.2.3- Fonctionnement de la C.P.M**

Nous n'avons pas d'observation particulière à formuler sur le fonctionnement de la Cellule.

#### **3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier**

**RAS**

#### **3.2.3- Quid de la Régulation ?**

**RAS**

### **CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES**

#### **4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION**

##### **4.1.1- Constats de carence documentaire**

Nous n'avons pas d'observations majeures à formuler sur la carence documentaire concernant la Passation des Marchés.

##### **4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés**

Nous n'avons pas d'observations majeures à formuler sur la carence documentaire concernant la Passation des Marchés.

##### **4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution finale**

Nous n'avons pas d'observations majeures à formuler sur la carence documentaire concernant la Passation des Marchés.

##### **4.1.2- Identification de fractionnements potentiels**

Nous n'avons pas décelé l'existence de fractionnement dans le processus.



#### **4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation**

Les autorités contractantes ne peuvent, en aucun cas, fractionner les dépenses ou sous-estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables, conformément aux termes de **l'article 54 du code**.

#### **4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés**

Aucun fractionnement n'a été décelé dans le processus.

### **4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

#### **4.2.1- Dossiers d'appels à candidature (D.A.C)**

##### **4.2.1.1- Rappels succincts**

Les D.A.C doivent être élaborés, selon la procédure choisie, de façon à contenir la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats, conformément aux termes de l'article 58 du code.

##### **4.2.1.2- Constats spécifiques**

L'ASEPEX pour la gestion 2011 n'a lancé que des DRP (Demande de Renseignement et de Prix) dont le déroulement est détaillé ci-après :

#### **1/ DRP POUR FOURNITURES DE BUREAU**

**Cinq (05) fournisseurs ont été consultés.** Il s'agit de :

- DIOR LIBASSE TERANGA CFA
- GLOBAL PARTNER
- COM-BAT SERVICES
- ETS SIDICOM
- PAPEX

**Cinq (05) candidats ont proposé des offres.**

Il s'agit de :

- DIOR LIBASSE TERANGA : 1 840 741 F CFA

- GLABAL PARTENER : 1 927 707 F CFA
- COM-BAT SERVICES : 1 938 563 F CFA
- ETS SIDICOM : 2 000 277 F CFA
- PAPEX : 2 032 727 F CFA

La proposition de DIOR LIBASSE TERANGA moins disant, a été retenue pour le montant de 1 840 741 F CFA

### **Non conformités**

- Aucune lettre d'invitation n'a été mise à notre disposition, ce qui a pour conséquence de ne pas nous permettre de déterminer ni le délai de réponse accordée aux soumissionnaires, ni les conditions exigées par le dossier de consultation.
- Les documents relatifs à la date de dépôt des offres et le délai de préparation des offres ne nous ont pas été communiqués.
- Le dossier de passation des marchés ne comporte pas les informations relatives à la notification de la sélection à l'attributaire et à l'information des candidats non retenus.

### **Recommandations**

- se conformer aux dispositions de l'article 6 du NCMP en veillant à une bonne planification des activités lors de la mise en œuvre de la procédure budgétaire pour une bonne alimentation du PPM ;
- améliorer le degré de formalisation des procédures de réception, d'évaluation des offres et d'attribution des marchés par la rédaction de procès verbaux en bonne et due forme à chacune des étapes de la sélection des fournisseurs. Dérouler les différentes étapes de la passation des marchés dans des délais qui permettront éventuellement aux soumissionnaires de compléter des dossiers administratifs manquants ou de fournir toute information additionnelle requise et qui n'est pas une cause d'élimination à l'ouverture des plis ;
- les documents de suivi de l'exécution du marché en particulier le procès verbal de réception doivent figurer dans le dossier.

## 2/ DRP POUR ASSURANCE MALADIE

**Cinq (05) fournisseurs ont été consultés. Il s'agit de :**

- COLINA ASSURANCES
- SALAMA ASSURANCES
- AXA
- NSIA
- CGA

**Un seul candidat a proposé son offre. Il s'agit de :**

**COLINA ASSURANCE a été retenue pour un montant de 22 052 300 F CFA TTC.**

Les candidats ont été saisis par une lettre d'invitation du **15/12/2011**, la date de dépôt des offres est le **21/12/2011** le délai de réponse accordé aux soumissionnaires est de 5 jours, les accusés de réception de cette lettre par les candidats ont été fournis. Le délai accordé pour la préparation des offres est relativement court.

## 3/ DRP POUR ACQUISITION DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES

**Cinq (05) fournisseurs ont été consultés. Il s'agit de :**

- GIE MELAX
- GIE GSDE
- TOOGOOR ENTREPRISE
- GLOBAL TRADE
- GIE TRE.CO.BAF

Les candidats ont été saisis par une note lettre en date du **02/05/2011** faisant office d'invitation. Le dépôt des offres a eu lieu le **16/05/2011**, d'où un délai de préparation de 14 jours. **Les offres de cinq (05) candidats** ont fait l'objet d'évaluation. Il s'agit de:

- |                        |                 |
|------------------------|-----------------|
| • GIE MELAX :          | 2 981 860 F CFA |
| • GIE GSDE :           | 2 929 940 F CFA |
| • TOOGOOR ENTREPRISE : | 3 038 500 F CFA |
| • GLOBAL TRADE :       | 3 117 560 F CFA |

- GIE TRE.CO.BAF : 3 129 360F.CFA

L'offre de GIE GSDE, jugée conforme et évaluée moins disant a été retenue pour un montant de 2 929 940 F CFA TTC. Les lettres transmis aux candidats consultés n'ont pas été déchargé.

#### **4/ DRP POUR DEMENAGEMENT ASEPEX**

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°000169 Mcom/Asepex/Daf du 09 MARS 2011. Le dépôt des offres a eu lieu le 14/03/2011 d'où un délai de 5 jours pour la préparation des offres. **Six (06) fournisseurs ont été consultés.** Il s'agit de :

- **LE RETOUR**
- **AGS DEMENAGEMENT**
- **TDI**
- **GENERAL LOGISTIQUE GROUPE**
- **LE DEMENAGEUR**
- **BEYE DEMENAGEMENT**

**Deux (02) candidats ont répondu.** Il s'agit de :

- **AGS DEMENAGEMENT:** 2 550 000 F CFA
- **BEYE DEMENAGEMENT :** 800 000 F CFA

L'offre de BEYE DEMENAGEMENT évaluée conforme et moins disante a été retenue pour un montant de 800 000 FCFA

#### **5/ DRP POUR GARDIENNAGE 2012**

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°00732 Mcom/Asepex/Daf/alg du 12 dec 2011. Le dépôt des offres a eu lieu le 20/12/2011, d'où un délai de 08 jours pour la préparation des offres. **Cinq (05) fournisseurs ont été consultés.** Il s'agit de :

- **SAGAM**
- **PHOENIX**
- **TOP INTER**
- **VIGASSISTANCE**
- **FAMBENE Sécurité**

**Deux (02) offres ont été reçues. Il s'agit de :**

- **VIGASSISTANCE:** 857 860 FCFA/ MOIS
- **FAMBENE Sécurité :** 375 000 FCFA/MOIS

**L'offre de FAMBENE Sécurité évaluée conforme et moins disante a été retenue pour un montant de 375 000 FCFA/mois**

## **6/ DRP POUR MARCHE DE FOURNITURES DE BUREAU ET DE CONSOMMABLES BUREAUTIQUES**

**Les lettres d'invitation ont été envoyées par mail aux fournisseurs en date du 22/04/11.**

**Cette note n'étant mise à notre disposition, mais le dépôt des offres a eu lieu le 27 /04 /11.**

**Six (06) fournisseurs ont été consultés. Il s'agit de :**

- ARC
- SEN SERVICES INFORMATIQUES
- NESCOM
- ADNET
- PLATFORM
- NEUROTECH

**Six (06) offres ont été reçues. Il s'agit de :**

- ARC 657 850F CFA
- SEN SERVICES INFORMATIQUES 495 600 FCFA
- NESCOM 566 400 FCFA
- ADNET 944 000 FCFA
- PLATFORM 1007720 FCFA
- NEUROTECH 584395FCFA

**L'offre de SEN SERVICES INFORMATIQUES évaluée conforme et moins disante a été retenue pour un montant de 495 600F CFA**

## **7/ DRP POUR SUPPORTS PROMOTIONNELS SIA 201**

**Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation n° 99/2011/MCOM/ASEPEX/DAF/alg en date du 07/02/2011 . Le dépôt des offres a eu lieu le 09/02/11, d'où un délai de préparation**

**des offres de 2 jours. Ce délai est trop court et ne répond pas aux principes de transparence et d'équité dans le processus de passation. Six (06) fournisseurs ont été consultés :**

Il s'agit de :

**NEURONES**

**HAVAS**

**MANDARINE**

**GUELEWAR COMMUNICATION**

**IMPRIMERIE ABDOULAYE GNAGNA DIOP**

**01 GRAPH**

**Deux (02) offres ont été reçues.**

Il s'agit de :

- HAVAS : 1.280.000 F CFA
- IMPRIMERIE ABDOULAYE GNAGNA DIOP : 750.000 F CFA

L'offre de L'IMPRIMERIE ABDOULAYE GNAGNA DIOP évaluée conforme et moins disante a été retenue pour un montant de 750.000 FCFA.

## **8/ DRP POUR NETTOIEMENT DES LOCAUX DE L'ASEPEX**

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation **n° 133 MCOM/ASEPEX/DAF/alg** du **12/12/2011** . Le dépôt des offres a eu lieu le **20/12/2011**, d'où un délai de 08 jours pour la préparation des offres.

Cinq (05) fournisseurs ont été consultés.

- NICKEL
- ECONET
- LOCSET
- GIE DABAKH MALICK
- ESEF

**Quatre (04) offres ont été reçues. Il s'agit de :**

- **ECONET:** **330 400 F CFA TTC**
- **NICKEL :** **389 400 F CFA TTC**
- **ESEF :** **501 500 F CFA TTC**
- **LOCSET :** **348 247 F CFA TTC**

L'offre de L'ECONET Sarl évaluée conforme et moins disante a été retenue pour un montant de 330 400 FCFA TTC.

## **9/ DRP POUR FOURNITURES DE MATERIELS INFORMATIQUES**

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation n°527/2011/MCOM/ASEPEX/DAF/alg en date du **19/08/2011**. Le dépôt des offres a eu lieu le **23/08/11**, d'où un délai de 04 jours pour la préparation des offres. Cinq (05) fournisseurs ont été consultés :

- **Phoenix**
- **Touré équipements**
- **Sen services informatiques**
- **Arc informatique**
- **Comtel technologies**

**Quatre (04) offres ont été reçues.** Il s'agit de :

- **SEN SERVICES INFORMATIQUES :** **3.518.760 F CFA**
- **TOURE EQUIPEMENT** **3.556.048 F CFA**
- **COMTEL** **3.947.100 F CFA**
- **ARC INFORMATIQUE** **4.131.180 F CFA**

L'offre de SEN SERVICES INFORMATIQUES évaluée conforme et moins disante a été retenue pour un montant de 3.518.760 F CFA TTC

## **10/ DRP POUR SONORISATION ET DECORATION STAND**

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation n°096/2011/MCOM/ASEPEX/DAF/alg en date du **02/02/2011**. Le dépôt des offres a eu lieu le **10/02/11**, d'où un délai de 08 jours pour la préparation des offres. Cinq (05) fournisseurs ont été consultés :

- **DAK’COR**
- **PILACHE SANTOS**
- **ISENCOM TECHNOLOGIE**
- **ATELIER NYLANOU**
- **AISSA DIONE TISSUS**

**Deux (02) offres ont été reçues. Il s’agit de :**

- **DAK’COR : 2.381.535 F CFA**
- **ISENCOM TECHNOLOGIES : 6.891.200 F CFA**

L’offre de DAK’COR évaluée conforme et moins disante a été retenue pour un montant de 2.381.535 F CFA

#### **4.2.2- AVIS D’APPELS D’OFFRES (A.O.O)**

##### **4.2.2.1- Rappels succincts**

Les A.O.O doivent être en stricte conformité avec les règles applicables aux publicités et aux communications visées à **l’article 56 du code** et leur élaboration doit être conforme aux termes de **l’article 66 dudit code** (selon les modèles-types spécifiés par l’ARMP.)

##### **4.2.2.2- Constats spécifiques**

L’ASEPEX n’a passé aucun appel d’offres ouvert dans le cadre gestion 2011.

##### **4.2.2.3- Commentaires spécifiques**

**RAS**

#### **4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS**

##### **4.2.3.1- Rappels succincts**

La présentation des offres et l’ouverture des plis sont des procédures strictement assujetties à des règles communes édictées respectivement aux articles 61 et 62, d’une part et d’autre part à l’article 67 du code.

##### **4.2.3.2- Constats spécifiques**

Rien à signaler.



#### **4.2.3.3- Commentaires spécifiques**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur la réception et l'ouverture des plis des marchés de l'ASEPEX passés au titre de la gestion 2011.

### **4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES**

#### **4.2.4.1- Rappels succincts**

La commission des marchés est seule compétente à vérifier la recevabilité des offres en application **des articles 43 et 44 du code**, et à procéder à un examen préliminaire, à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres conformément aux articles 68 à 70 du code. A cette fin, des critères d'évaluation des offres doivent être énumérés de façon déterminante, conformément **à l'article 59 du code**.

#### **4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation**

Les rapports d'évaluation des offres ne sont pas mis à disposition.

#### **4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation**

La disponibilité des rapports d'évaluation des offres est un grave défaut de transparence, elle ne permet pas à l'auditeur de vérifier si l'attribution est équitable et impartiale.

#### **4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution**

Aucune lettre d'invitation n'a été mise à notre disposition, ce qui a pour conséquence de ne pas nous permettre de déterminer ni le délai de réponse accordée aux soumissionnaires, ni les conditions exigées par le dossier de consultation. Les documents relatifs à la date de dépôt des offres et le délai de préparation des offres ne nous ont pas été communiqué. Le dossier de passation des marchés ne comporte pas les informations relatives à la notification de la sélection à l'attributaire et à l'information des candidats non retenus.

#### **4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution**

**Rien à signaler**

## **4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE**

### **4.2.5.1- Rappels succincts**

Le recours à la procédure de passation des marchés par entente directe, est strictement assujéti aux termes **des articles 76 et 77 du code**, notamment en ce qui concerne les aspects liés aux avis et autorisations préalables relevant de la DCMP (droit d'exclusivité, secret-défense nationale, sécurité-protection et sureté de l'Etat, marché complémentaire, accords internationaux de maintien de la paix, mesures de mobilisation générale et de mise en garde, urgence impérieuse).

### **4.2.5.2- Constats spécifiques**

L'ASEPEX n'a passé aucun marché par entente directe durant la gestion 2011.

### **4.2.5.3- Commentaires spécifiques**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur la réception et l'ouverture des plis des marchés de l'ASEPEX passés au titre de la gestion 2011.

## **4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES**

### **4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation**

Si on se réfère au code notamment en ses articles ci-après, portant sur les délais globaux de passation, à savoir :

- . **ARTICLES 63.2 et 63.3** (45Jours pour A.O internationaux et A.O en 02étapes)
- . **ARTICLE 70** (15 Jours à 25 Jours sur demande motivée de l'A.C pour évaluation et comparaison des offres)
- . **ARTICLE 82** (15 Jours : M.I, 30 Jours : D.P, 15 Jours pour évaluation des marchés de Prestations Intellectuelles)
- . **ARTICLES 83 à 91** (attribution, publicité, délai de recours pour un délai pouvant aller de 03 à 10 Jours)

Il est possible de **retenir un chemin critique de longueur estimée à 80 Jours environ** pour la durée globale de la procédure de passation (de l'avis d'appel d'offres à l'attribution)

#### **4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation**

L'ASEPEX n'a procédé à **aucune revue a priori du fait des seuils qui n'ont pas été atteints par ses projets**

### **4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE**

#### **4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier**

##### **4.3.1.1-Concernant les engagements**

L'engagement est défini par l'article 88 du décret 2003- 101- du 13 mars 2003 portant règlement sur la comptabilité publique. Comme étant "l'acte par lequel un agent de l'ordre administratif, habilité à cet effet, crée ou constate à l'encontre de l'Etat une obligation de laquelle résultera une charge".

L'engagement est donc le fait générateur de la dépense, c'est l'acte qui va rendre l'Etat débiteur.

L'engagement est pris par l'ordonnateur dans la limite des crédits disponibles. En effet, cet acte a non seulement un aspect juridique (naissance d'une obligation), mais aussi comptable :

- l'ordonnateur doit tenir à cet égard une comptabilité des dépenses engagées qui lui permet de connaître à tout moment le montant des crédits disponibles ;

- la proposition d'engagement se matérialise par l'établissement d'un bon d'engagement en triple exemplaires transmis à l'ordonnateur délégué, qui après visa va donner lieu à l'émission d'un titre de créance adressé au fournisseur et d'un titre de certification destiné à l'administrateur de crédits.

##### **4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait**

La règle du service fait est un véritable dispositif pour la sécurité des deniers publics. Elle veut que le paiement d'une dette à la charge de l'Etat n'intervienne qu'après exécution par ses partenaires du contrat qui les lie. En d'autres termes, ces derniers ne peuvent prétendre au paiement de leurs droits qu'après avoir rempli leurs obligations - livraisons des fournitures, réalisation des travaux, etc.

Les certifications du service fait, sont faites chaque fois par une commission désignée à cet effet, à la réception des prestations. Elles sont matérialisées par l'établissement d'un procès verbal daté et signé par tous les membres présents.

Il appartient dès lors à l'ordonnateur de vérifier l'existence du service fait. Il le fait lui-même ou par l'intermédiaire d'agents dûment désignés par lui. C'est ainsi qu'il peut s'assurer en recevant le procès verbal de réception que les fournitures ont été livrées.

#### **4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses**

Une créance ne peut faire l'objet de liquidation à la charge de la collectivité qu'après un engagement régulier sur des crédits disponibles.

La liquidation a pour objet de vérifier la réalité de la dette et d'arrêter le montant de la dépense. Elle n'intervient qu'après service fait. Vérifier la réalité de la dette consiste à s'assurer que les droits du créancier existent et qu'ils sont exigibles Arrêter ces droits consiste à fixer le montant exact de sa créance à la date de la liquidation.

La liquidation ne peut donc être faite qu'au vu des titres ou de pièces offrant la preuve des droits acquis par le créancier.

Il faut préciser sur cette étape de la liquidation que, la responsabilité de l'ordonnateur en ce qui concerne la légalité, la régularité et l'exactitude des certifications qu'il délivre engage sa responsabilité personnelle

Après l'engagement et la liquidation des droits du créancier, il reste le mandatement de la dépense pour permettre aux ayants droits d'entrer dans leurs fonds : c'est ce que l'on appelle également l'ordonnancement.

**L'ordonnancement** ou le **mandatement** est l'acte administratif par lequel l'ordonnateur donne au comptable l'ordre de payer une créance liquidée à la charge de l'Etat ; il est matérialisé par l'établissement d'un mandat, transmis au comptable chargé du paiement avec toutes les justifications pour désintéresser le créancier.

Le paiement des mandats incombe au comptable et constitue la dernière étape de la procédure d'exécution de la dépense.

Au préalable il doit effectuer un double contrôle : en sa qualité de payeur et plus tard au moment de désintéresser le créancier en sa qualité de caissier

#### **Règlement ou paiement de la dépense**

Il peut intervenir selon 3 modes : le paiement en espèces, le virement bancaire ou postal, et par mandat carte. On peut ajouter la compensation opposable au redevable du trésor.

Le paiement est l'acte par lequel le comptable éteint la dette de l'Etat.

Le rôle du comptable en sa qualité de caissier apparaît et nécessite un contrôle avant remise des fonds selon le mode de règlement. Le règlement doit se faire au profit du véritable créancier pour que l'acquit soit libératoire.

#### **4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière**

##### **SANS OBJET**

#### **4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'exécution financière des marchés de l'ASEPEX passés au titre de la gestion 2011.

##### **4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles**

##### **SANS OBJET**

##### **4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses**

Rien à signaler.

##### **4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles**

Rien à signaler.

#### **4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

##### **4.4.1- Concernant les travaux routiers**

##### **SANS OBJET**

##### **4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil**

##### **SANS OBJET**

##### **4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement**

##### **SANS OBJET**

##### **4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime**

**SANS OBJET**

**4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études**

**SANS OBJET**

## CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

### 5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

#### 5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

La CPM doit initier la mise en place d'un système de classement et d'archivage en conformité avec les recommandations du code et des directives de certains bailleurs tels que la Banque Mondiale.

Ce qui a eu pour effet de rendre impossibles, certaines vérifications telles que :

- les délais de réponse des soumissionnaires
- la réception à la même dates des lettres d'invitations (ou des notes en tenant lieu) par tous les candidats aux DRP.

#### 5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

Rien à signaler.

#### 5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

Partant du constat que les missions **de revue de LA GESTION 2011 se sont déroulées durant le premier trimestre de l'année 2013**, il serait judicieux de prendre certaines dispositions tendant à corriger ce décalage afin d'éviter les observations ci-après, formulées par certaines autorités contractantes, et qui paraissent fondées, à savoir :

- a) Les constats divers sur la passation des marchés (anomalies, non-conformités) ainsi que les recommandations qui en découleraient, formulées par les cabinets d'audit ne sont connues des A.C concernées qu'à l'année N+2 et n'auraient ainsi aucun impact sur la correction d'éventuelles mauvaises pratiques à l'année N+1 (qui aurait du être l'année d'application des bonnes pratiques recommandées !)
- b) Les risques de disparition (volontaire ou non !) de documents de marchés s'accroissent surtout du fait d'un système de classement et d'archivage défectueux ou du fait des nombreux changements, découpages et reconfigurations au niveau des AC (notamment celles relevant de certains ministères à forte tendance à mutations : infrastructures, mines, énergie, tourisme, artisanat, commerce, industrie, etc.)

## **5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES**

### **5.2.1- Concernant le fractionnement**

Aucun fractionnement n'a été décelé au titre de la gestion 2011.

### **5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés**

Veiller au respect strict du code notamment en son article 78 relatif à la procédure de DRP qui dispose dans ce cas, sous réserve de l'application d'autres procédures spécifiques ou de règles prévues par d'autres dispositions législatives ou réglementaires, l'autorité contractante :

- choisit librement les modalités de publicité adaptés au montant et à la nature du marché ;
- sollicite simultanément, par écrit, des prix auprès d'au moins cinq (5) entreprises en définissant la nature la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans toute la mesure du possible ;
- doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique ;
- attribue le marché au candidat présentant l'offre conforme évaluée la moins disante et rédige un procès verbal d'attribution et informe les candidats dont les offres n'auront pas été retenues.

### **5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe**

**SANS OBJET**

### **5.2.4- Concernant l'attribution des marchés**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler concernant l'attribution des marchés de l'ASEPEX passés au titre de la gestion 2011.